

Des dirigeants d'Amérique latine soutiennent l'appel à des sanctions contre Israël

Par Palestinian BDS National Committee (BNC) / Latin America, le 3 juillet 2020

Les ex-présidents Dilma Rousseff, Lula da Silva, Evo Morales, José Mujica, Rafael Correa parmi 320 personnalités publiques soutenant l'appel palestinien à des sanctions pour mettre fin à l'annexion et à l'apartheid d'Israël.

Les anciens présidents d'Amérique latine Dilma Rousseff (Brésil), Lula da Silva (Brésil), Evo Morales (Bolivie), Ernesto Samper (Colombie), Rafael Correa (Équateur), José Mujica (Équateur) et Fernando Lugo (Paraguay) figurent parmi les 320 personnalités d'Amérique latine qui ont signé une [déclaration rendue publique hier](#) appelant à des sanctions contre Israël en réponse au projet d'annexion de jure par Israël du territoire palestinien occupé et à son annexion de facto et apartheid actuels.

D'autres signataires renommés sont les chanteurs brésiliens Chico Buarque et Caetano Veloso et le lauréat argentin du prix Nobel pour la paix Adolfo Pérez Esquivel.

[La déclaration](#) fait partie de l'initiative sud-africaine pour unifier le soutien mondial du Sud (d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine) à l'appel de la société civile palestinienne pour des sanctions en réponse à l'annexion formelle projetée par Israël.

En juin, les [signataires sud-africains](#) de la même déclaration ont été rendus publics. Parmi les appuis sud-africains de premier plan de la déclaration figurent l'ancien président

d'Afrique du Sud Kgalema Motlanthe ; l'ancien ministre du gouvernement de Mozambique Oscar Monteiro ; l'ancienne Haut-commissaire des Nations Unies pour des droits humains Navi Pillay ; le Secrétaire-général de la fédération sud-africaine des syndicats Zwelinzima Vavi ; la vice-secrétaire générale de l'ANC Jessie Duarte ; le ministre de l'enseignement supérieur et secrétaire du parti communiste sud-africain Blade Nzimande ; le secrétaire général du syndicat national des travailleurs de la métallurgie d'Afrique du Sud Irvin Jim ; et l'ancienne Commissaire de la Commission des droits humains Pregs Govender.

La déclaration dit :

« La gravité croissante des violations d'Israël et son impunité nous obligent à répondre à l'appel de la majorité écrasante des organisations de la société civile palestinienne. [...] Nous appuyons l'appel palestinien au bannissement du commerce des armes et de la coopération militaire et de sécurité avec Israël ; à la suspension des accords de libre échange avec Israël ; à l'interdiction du commerce avec les colonies israéliennes illégales et à la reddition de comptes des individus et des acteurs institutionnels complices de l'occupation israélienne et de son régime d'apartheid. Nous nous engageons à travailler dans le cadre de nos structures nationales respectives pour promouvoir la mise en œuvre de ces mesures. »

La déclaration appelle à la réactivation du Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid, qui a en fonction pour la dernière fois pendant l'ère de l'apartheid en Afrique du Sud, avec l'objectif de mettre fin aux politiques d'apartheid d'Israël ciblant le peuple palestinien.

L'ancien ministre brésilien des Affaires étrangères et de la Défense, Celso Amorim, un des signataires de la déclaration, a dit :

« L'annexion de territoire palestinien que se propose de mener Israël n'est pas seulement un délit contre le droit international et une menace pour la paix, c'est une attaque contre les femmes et les hommes qui luttent contre le colonialisme et l'apartheid. La voix du Sud doit être entendue ! »

Dans une initiative parallèle, la société civile sud-africaine en solidarité avec la Palestine organise une [manifestation en ligne](#) samedi 4 juillet, avec Noura Erakat, avocate palestinienne des droits humains et professeure ; le cofondateur de BDS Omar Barghouti ; un député de l'ANC Mandla Mandela, le petit-fils de Nelson Mandela ; Rajmohan Gandhi, le petit-fils de Mahatma Gandhi ; la militante sud-africaine Phakamile Hlubi Majola ; Celso Amorim, ancien ministre brésilien des Affaires étrangères et de la Défense ; Karol Cariola, députée chilienne et d'autres.

Traduction : CG pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)